RCS : BERGERAC
Code greffe : 2401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BERGERAC atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00270
Numéro SIREN : 498 069 095
Nom ou dénomination : ABM IMMO

Ce dépôt a été enregistré le 03/10/2023 sous le numéro de dépôt 2198

S.A.R.L "ABM IMMO"
Société A Responsabilité Limitée
Au capital social de 7 500 Euros
Siège social : 451 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS

R.C.S. : BERGERAC n° 498 069 095

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le vingt-cinq juillet deux mille vingt-trois, à 16 heures

Les soussignés :

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS,
Né le 8 avril 1985 à Bergerac (Dordogne)
Demeurant 2031 voie Romaine 24100 LEMBRAS
Divorcé et non remarié depuis.

Titulaire de 245 parts sociales, numérotées de 1 à 245 inclus

Monsieur Antonio BATISTA MARTINS,
Né le 12 février 1962 à VILLA REAL (Portugal)
Demeurant 130 route du Périgord 24230 MONTCARET
Divorcé et non remarié depuis.

Titulaire de 255 parts sociales, numérotées de 246 à 500 inclus

seuls associés de la SARL « ABM IMMO » se sont réunis au siège social de la société, après avoir été statutairement et régulièrement convoqués, pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

- ***Approbation de la valeur vénale de la part sociale,***
- ***Numérotation des parts sociales,***
- ***Agrément du retrait de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS,***
- ***Agrément de l'entrée de la SAS « AD FILIOS » en qualité de nouvelle associée,***
- ***Agrément de la cession à titre onéreux de 255 parts sociales détenues par Monsieur Antonio BATISTA MARTINS au profit de la SAS « AD FILIOS »,***
- ***Agrément de la cession à titre onéreux de 220 parts sociales détenues par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS au profit de SAS « AD FILIOS »,***
- ***Agrément du transfert du siège social,***
- ***Modification de l'article relatif à l'opposabilité des cessions de parts sociales,***
- ***Modifications statutaires,***
- ***Pouvoirs et formalités.***

L'Assemblée est présidée par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS, en sa qualité de gérant de la société, qui constate que l'assemblée réunissant tous les associés, peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Il ouvre la discussion en présence de la SAS AD FILIOS future associée et, dans un premier temps, propose de résumer les évènements qui ont jalonné l'existence juridique de la SARL « ABM IMMO ».

ABM

ABM

EXPOSE :

- **CONSTITUTION DE LA SARL « ABM VINS » :**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 mars 2007, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée ABM VINS, ayant son siège social 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS (Dordogne), pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 498 069 095 et ayant pour objet intermédiaire, courtage, agence commerciale, prestation de services, négoce de tous produits alimentaires ou non et des produits rapportant au vin et au spiritueux. Tout acte de gestion et de disposition, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre.

Le capital social a été fixé à la somme de 7 500 Euros, divisé en 500 parts, de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 500 inclus détenues en intégralité par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS associé unique et gérant de ladite société.

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité ont fait l'objet des modifications suivantes :

- **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1ER DECEMBRE 2007**

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er décembre 2007, l'associé unique a agréé l'entrée de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS en qualité de nouvel associé au titre de parts dont il deviendrait titulaire consécutivement à la cession à titre onéreux de 255 parts sociales.

- **CESSION DE PARTS SOCIALES DU 29 DECEMBRE 2007**

Aux termes d'un acte sous seing privé établi en date du 29 décembre 2007, Monsieur Adrien BASTISTA MARTINS a cédé au profit de Monsieur Antonio BASTISTA MARTINS 255 parts d'intérêt représentatives d'apport en numéraire.

- **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 2 AVRIL 2013**

Les associés ont décidé par assemblée générale extraordinaire en date du 2 avril 2013 de transférer le siège social au 1 ZA du Grand Chemin 33370 YVRAC.

- **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 7 JUILLET 2015**

Par acte sous seing privé en date du 7 juillet 2015, les associés ont validé le transfert du siège social au 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS.

- **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 19 JUILLET 2021**

Aux terme d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 19 juillet 2021, les associés ont agréé :
- le changement de dénomination sociale, soit désormais : ABM IMMO
- la modification de l'objet social :
  - L'activité de transactions immobilières et commerciales, gestion de locations, administrations de biens, cession et transmission d'entreprises, et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social défini par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, dite « loi Hoguet », son décret d'application n° 72-678 du 20 juillet 1972, les lois et textes règlementaires en vigueur et les présents statuts. La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social.
  - Agent commercial.

ABM

ABM

Suite à une décision administrative d'adressage, le siège social est fixé au 451 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS

Le Président précise qu'aucune autre modification n'est intervenue depuis lors.

Puis, il ouvre la discussion et donne la parole à l'Assemblée.

Plus personne ne demandant la parole, il est passé au vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour.

1ère RESOLUTION : Approbation de la valeur vénale de la part sociale

L'assemblée des associés, aux fins de réaliser les opérations ci-dessus prévues à l'ordre du jour, décide de valoriser les parts sociales de la société à leur valeur vénale.

La valeur vénale de la part d'intérêt est déterminée ce jour par les associés, d'après les comptes des précédents exercices sociaux et en s'appuyant sur l'historique de l'exploitation.

Après discussion, la collectivité des associés décide de retenir comme valeur vénale de la part la somme unitaire de QUINZE EUROS (15 €).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2ème RESOLUTION : Numérotation des parts sociales

Compte tenu des opérations projetées et afin de permettre une meilleure lisibilité dans les statuts, il est proposé de rappeler la numérotation des parts détenues par les associés, soit :

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS : 245 parts sociales
245 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 1 à 245 inclus en rémunération de son apport en numéraire*

Monsieur Antonio BATISTA MARTINS : 255 parts sociales
255 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 246 à 500 inclus acquises aux termes d'un acte de cession de parts sociales en date du 29 décembre 2007*

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social : 500 parts sociales

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3ème RESOLUTION : Retrait de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS de la société

Conformément aux dispositions statutaires, Monsieur Antonio BATISTA MARTINS informe la collectivité des associés de son souhait de se retirer de la société à compter du 1er août 2023 ,

L'assemblée des associés agrée le retrait de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS en date du 1er août 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

4ème RESOLUTION : Agrément de l'entrée de la SAS AD FILIOS en qualité de nouvelle associée

Conformément aux dispositions statutaires, Monsieur Adrien BATISTA MARTINS agissant en qualité de représentant de la SAS « AD FILIOS » informe la collectivité des associés de son

ABM

souhait de devenir associée de la société à compter du 1er août 2023 au titre de parts dont elle deviendrait titulaire consécutivement à une cession de parts à titre onéreux.

L'assemblée des associés agrée la SAS « AD FILIOS » en qualité d'associée à compter du 1er août 2023 et approuve les modalités juridiques d'entrée dans le capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5ème RESOLUTION : Agrément de la cession à titre onéreux de 255 parts sociales détenues par Monsieur Antonio BATISTA MARTINS au profit de la SAS AD FILIOS

Compte tenu de son retrait de la société et afin de permettre l'entrée dans le capital social de la SAS « AD FILIOS », Monsieur Antonio BATISTA MARTINS cède à SAS « AD FILIOS » représentée par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS, qui accepte, 255 parts d'intérêt représentatives de d'apports en numéraire et numérotées de 246 à 500 inclus.

La cession sera consentie pour une valeur unitaire de QUINZE EUROS (15 €) la part, soit un montant global de TROIS MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ EUROS (3 825 €).

La valeur vénale de la part d'intérêt a été fixée par les soins des parties et d'un commun accord entre-elles au vu des documents comptables de la société et des investissements à venir ainsi qu'il ressort d'une délibération prise quelques instants auparavant.

Le retrait définitif de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS de la société est donc fixé au 1er août 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A cet instant, la séance est interrompue de façon à procéder à la signature de l'acte sous seing privé portant cession de 255 parts pour un montant global de 3 825 € entre Monsieur Antonio BATISTA MARTINS, cédant, et la SAS « AD FILIOS », cessionnaire.

6ème RESOLUTION : Agrément de la cession à titre onéreux de 220 parts sociales détenues par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS au profit de la SAS AD FILIOS

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS cède, à compter du 1er août 2023, à SAS « AD FILIOS », qui accepte, 220 parts d'intérêt représentatives de d'apports en numéraire et numérotées de 26 à 245 inclus.

La cession sera consentie pour une valeur unitaire de QUINZE EUROS (15 €) la part, soit un montant global de TROIS MILLE TROIS CENTS EUROS (3 300 €).

La valeur vénale de la part d'intérêt a été fixée par les soins des parties et d'un commun accord entre-elles au vu des documents comptables de la société et des investissements à venir ainsi qu'il ressort d'une délibération prise quelques instants auparavant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A cet instant, la séance est interrompue de façon à procéder à la signature de l'acte sous seing privé portant cession de 220 parts pour un montant global de 3 300 € entre Monsieur Adrien BATISTA MARTINS, cédant, et la SAS « AD FILIOS », cessionnaire.

ABM

ABM

7ème RESOLUTION: Transfert de siège social

La collectivité des associés, sur proposition de la gérance, décide de transférer le siège social initialement fixé au 451 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS, au 28ter route de la Nauve 24100 CREYSSE, à compter du 1er août 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

8ème RESOLUTION : Modification de l'article relatif à l'opposabilité des cessions de parts sociales

L'article 14 des statuts de notre société dispose que « Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt »

Afin de se dispenser de cette formalité les associés conviennent de modifier et compléter cet article des statuts en insérant un nouvel alinéa disposant que « la cession est également opposable à la Société par transfert sur le registre des associés conformément aux dispositions de l'article 1865 du Code Civil ».

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

9ème RESOLUTION : Modifications statutaires

L'assemblée des associés en conséquence des résolutions ci-dessus approuvées, décide de modifier les articles 4, 8 et 14 des statuts ainsi qu'il suit :

Article 4 : SIEGE SOCIAL - (alinéa 1er - nouvelle rédaction)

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25 juillet 2023, il a été décidé que le siège social serait désormais sis 28ter route de la Nauve 24100 CREYSSE.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 8 : PARTS SOCIALES - (nouvelle rédaction)

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 25 juillet 2023, le capital de la société est divisé en CINQ CENTS (500) parts de QUINZE EUROS (15 €) et réparti comme suit :

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS : 25 parts sociales
25 parts sociales *numérotées de 1 à 25 inclus en rémunération de son apport en numéraire*

La SAS AD FILIOS : 475 parts sociales
255 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 246 à 500 inclus acquises aux termes d'un acte de cession de parts sociales en date du 24 juillet 2023*
220 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 26 à 245 inclus acquises aux termes d'un acte de cession de parts sociales en date du 24 juillet 2023*

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social : 500 parts sociales

ABM

ABM

Article 14 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - (adjonction d'un alinéa)

« la cession est également opposable à la Société par transfert sur le registre des associés conformément aux dispositions de l'article 1865 du Code Civil ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

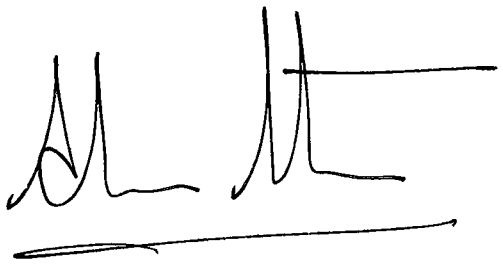
10ème RESOLUTION : Pouvoirs et formalités

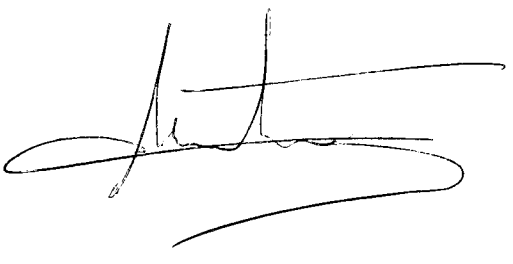
Les résolutions adoptées par la présente Assemblée feront l'objet d'une publication, conformément aux lois et règlements en vigueur.
A cet effet, l'Assemblée confie tous pouvoirs, au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales, réglementaires et administratives.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant inscrit à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 heures.

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS **Monsieur Antonio BATISTA MARTINS**





CESSION DE PARTS SOCIALES
DE LA SARL « ABM IMMO »

par Monsieur Antonio BATISTA MARTINS
au profit de la SAS « AD FILIOS »

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
PERIGUEUX
Le 31/07/2023 Dossier 2023 00050184, référence 2404P01 2023 A 01180
Enregistrement : 25 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Par acte sous seing privé en date du vingt-cinq juillet deux mille vingt-trois, à 17 heures,

Les soussignés :

Monsieur Antonio BATISTA MARTINS,
Né le 12 février 1962 à VILLA REAL (Portugal)
Demeurant 130 route du Périgord 24230 MONTCARET
Divorcé et non remarié depuis.

De nationalité portugaise,
« Résident » au sens de la réglementation fiscale française
Ici présent

Ci-après désigné « Le Cédant », d'une part,

ET

Société par Actions Simplifiée « AD FILIOS »
Au capital social de 1 500 €
Dont le siège social est fixé sis 2031 voie romaine 24100 LEMBRAS
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 951 062 108
Représentée par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS en sa qualité de gérant

Ci-après désigné « Le Cessionnaire », d'autre part,

Lesquels préalablement à la cession de parts faisant l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

I.EXPOSE :

CONSTITUTION DE LA SARL « ABM VINS » :

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 mars 2007, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée ABM VINS, ayant son siège social 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS (Dordogne), pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre

ABM

ABM

du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 498 069 095 et ayant pour objet intermédiaire, courtage, agence commerciale, prestation de services, négoce de tous produits alimentaires ou non et des produits rapportant au vin et au spiritueux. Tout acte de gestion et de disposition, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre.

Le capital social a été fixé à la somme de 7 500 Euros, divisé en 500 parts, de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 500 inclus détenues en intégralité par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS associé unique et gérant de ladite société.

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité ont fait l'objet des modifications suivantes :

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1ER DECEMBRE 2007

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er décembre 2007, l'associé unique a agréé l'entrée de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS en qualité de nouvel associé au titre de parts dont il deviendrait titulaire consécutivement à la cession à titre onéreux de 255 parts sociales.

CESSION DE PARTS SOCIALES DU 29 DECEMBRE 2007

Aux termes d'un acte sous seing privé établi en date du 29 décembre 2007, Monsieur Adrien BASTISTA MARTINS a cédé au profit de Monsieur Antonio BASTISTA MARTINS 255 parts d'intérêt représentatives d'apport en numéraire.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 2 AVRIL 2013

Les associés ont décidé par assemblée générale extraordinaire en date du 2 avril 2013 de transférer le siège social au 1 ZA du Grand Chemin 33370 YVRAC.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 7 JUILLET 2015

Par acte sous seing privé en date du 7 juillet 2015, les associés ont validé le transfert du siège social au 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 19 JUILLET 2021

Aux terme d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 19 juillet 2021, les associés ont agréé :
- le changement de dénomination sociale, soit désormais : ABM IMMO
- la modification de l'objet social :
    - L'activité de transactions immobilières et commerciales, gestion de locations, administrations de biens, cession et transmission d'entreprises, et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social défini par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, dite « loi Hoguet », son décret d'application n° 72-678 du 20 juillet 1972, les lois et textes règlementaires en vigueur et les présents statuts. La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social.
    - Agent commercial.

Suite à une décision administrative d'adressage, le siège social est fixé au 451 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS

Aucune modification n'étant intervenue depuis lors, il est passé à la cession de parts d'intérêt objet des présentes.

ABM ABM

II.CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Monsieur Antonio BATISTA MARTINS cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à la SAS « AD FILIOS », cessionnaire, qui accepte, **DEUX CENT CINQUANTE CINQ (255)** parts d'intérêt de QUINZE EUROS (15 €) de valeur nominale chacune, représentatives d'apports en numéraire réalisés par suite des faits et actes sus-relatés en l'exposé qui précède, portant les numéros de 246 à 500 inclus.

Ces parts ne sont pas représentées par des certificats.

Les droits du cessionnaire et des associés résultent uniquement des statuts et du présent acte.

Lesdites parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

Le cédant rappelle que le capital social de la société dont il s'agit est à ce jour entièrement libéré.

III.TRANSFERT DE PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire aura la propriété des parts cédées à compter du **1er août 2023**, et jouira de toutes les prérogatives et assumera toutes les obligations attachées à sa qualité d'associé, conformément à la Loi et aux statuts.

Il participera ou contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts cédées à compter de **1er août 2023**.

Au moyen de la présente cession, le cédant subroge le cessionnaire dans tous ses droits et actions envers la société émettrice, attachés aux parts cédées.

Il s'engage de ce fait à se conformer aux stipulations des statuts, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associé.

IV.PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **TROIS MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ EUROS (3 825 €)** ; la valeur vénale de la part sociale étant de **QUINZE EUROS (15 €)**.

Le prix a été fixé d'un commun accord entre les parties aux termes d'une délibération prise en Assemblée Générale en date du 25 juillet 2023.

V.MODALITES DE PAIEMENT DU PRIX

Le prix de la présente cession de parts fera l'objet d'un règlement selon les dispositions suivantes :

- **Paiement différé** : la somme de TROIS MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ EUROS (3 825 €) sera réglée au plus tard le **15 août 2023**, par virement bancaire.
Le cédant consent quittance sous réserve du paiement du prix.

ABM

ABM

VI.AGREMENT DE LA CESSION ACCEPTATION PAR LA SOCIETE

Conformément à l'article 14 des statuts de la SARL « ABM IMMO », et aux termes d'une décision en date du 25 juillet 2023, la collectivité des associés a autorisé la cession des parts ci-dessus constatée.

Le gérant déclare accepter expressément la cession qui précède au nom de la société. Cette mutation deviendra opposable à la société par mention du transfert sur le registre des associés tenu au siège social de la société, conformément à l'article 1865 du Code Civil et tel que prévu à l'article 14 des statuts.

VII.DECLARATIONS

Le cédant déclare :

- que les éléments caractérisant la société sont exacts
- que son état-civil indiqué en tête des présentes est conforme
- qu'il dispose de la pleine capacité civile
- qu'il est résident français
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession
- que la société n'est assujettie à aucune procédure collective
- avoir connaissance de son engagement personnel pour toute garantie ou caution qu'il aurait signé pour le compte de la société et reconnait que la présente cession de parts ne met pas fin à cet engagement sauf sur accord exprès des créanciers concernés. A cet effet, les associés s'engagent à mettre tout en œuvre auprès des créanciers concernés afin d'obtenir le désengagement du cédant. Ils devront lui rendre compte de cette démarche.
- qu'il reconnait qu'il reste tenu des dettes exigibles à la date de publication de la cession de parts au Registre du Commerce et des Sociétés.

VIII.MODIFICATIONS STATUTAIRES

Comme conséquence de la cession de parts sociales qui précède, l'article 8 des statuts relatif à l'attribution des parts sociales est modifié.

IX.MENTION – PUBLICITE – POUVOIR

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera.
Tous pouvoirs sont conférés au porteur des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité nécessaires conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires.

Les associés déclarent que la cession ne deviendra opposable aux tiers, qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus, ainsi que des formalités de publicité prescrites par les dispositions réglementaires.

ABM

ABM

X.DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement, dans le délai d'UN MOIS à compter de la signature des présentes.

Cette cession de gré à gré de parts sociales de société, dont le capital n'est pas divisé en actions, conformément à l'article 726-I-2° du Code Général des Impôts, est soumise au droit de proportionnel de **3 %.**
Pour le cas où la cession de parts représentatives d'apport en nature interviendrait dans le délai de 3 ans de l'apport, le droit de vente correspondant à la nature des biens apportés sera appelé.

Pour la liquidation des droits prévus au 2° du I de l'article 726, il est appliqué sur la valeur de chaque part sociale un abattement égal au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts sociales de la société.

Soit en l'espèce :

Nombre de parts cédées : 255
Nombre total de parts sociales de la société : 500
Valeur de la part cédée : 15 €
Montant total de la cession : 3 825 €

- **Montant de l'abattement pratiqué =**

(23000 x nombre de parts cédées) = 11 730
Nombre total de parts de la société

- **Calcul des droits à payer =**

(Montant de la cession – Montant de l'abattement calculé) x 3% =
(3 825 - 11 730) x 3 % = - 237,15

Remarque : lorsque le montant des droits d'enregistrement est inférieur à 25 euros, cette somme est due à titre de minimum de perception.

XI.FISCALITE (SARL IS)

Le cédant déclare dépendre pour l'imposition de ses revenus du Centre des Impôts de **BERGERAC.**

Le cédant et le cessionnaire déclarent :
- que le cédant est libre sur le plan fiscal et juridique de tout engagement de conservation des parts cédées
- que la société n'est pas à prépondérance immobilière.
- que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés reste soumise au régime fiscal des sociétés de personnes, et que les parts cédées ont été créées depuis plus de 3 ans, ainsi qu'il résulte des actes enregistrés présentés par le gérant.
- que les parts cédées sont représentatives d'apports en numéraire

La valeur vénale des parts sociales cédées étant inférieure ou égale à la valeur nominale ou d'acquisition, l'opération de cession ne génère en conséquence aucune plus-value taxable.

ABM ABM

XII.ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

XIII.FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par la SARL qui s'y oblige.

XIV.RECONNAISSANCE D'AVIS DONNE AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties reconnaissent avoir arrêté entre elles l'ensemble des conditions et modalités des présentes et avoir fixé le prix des parts sociales sans que le rédacteur ne soit intervenu, entre elles, au titre de leur accord.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.
Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des sanctions encourues en cas d'inexactitudes de cette affirmation.

En outre, le rédacteur d'acte affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant un changement de prix.

Fait à LEMBRAS,
En 5 originaux, dont un destiné à l'enregistrement.

Monsieur Antonio BATISTA MARTINS
(Mention manuscrite « Lu et approuvé.
Bon pour cession de 255 parts sociales »)

"Lu et approuvé. Bon pour cession de 255 parts sociales".

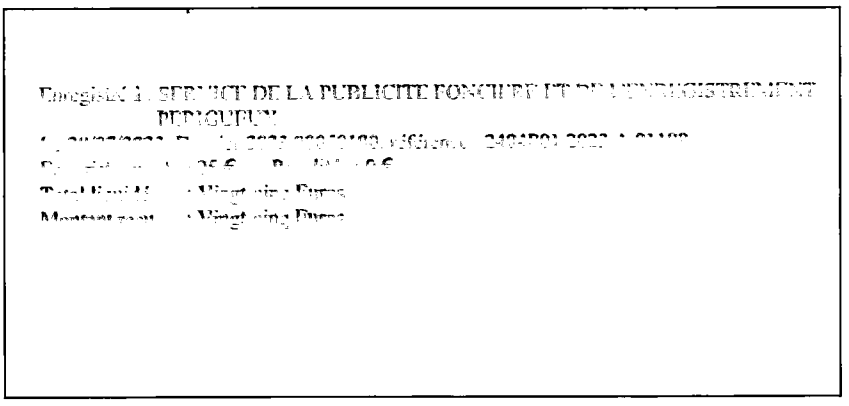
La SAS « AD FILIOS »
Représentée par M. Adrien Batista MARTINS
(Mention manuscrite « Lu et approuvé.
Bon pour acceptation de la présente cession »)

"Bon pour acceptation de la présente cession".

2198

CESSION DE PARTS SOCIALES
DE LA SARL « ABM IMMO »

par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS
au profit de la SAS AD FILIOS



Par acte sous seing privé en date du vingt-cinq juillet deux mille vingt-trois, à 17 heures 30,

Les soussignés :

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS,
Né le 8 avril 1985 à Bergerac (Dordogne)
Demeurant 2031 voie Romaine 24100 LEMBRAS
Divorcé et non remarié depuis.

De nationalité portugaise,
« Résident » au sens de la réglementation fiscale française
Ici présent

Ci-après désigné « Le Cédant », d'une part,

ET

Société par Actions Simplifiée « AD FILIOS »
Au capital social de 1 500 €
Dont le siège social est fixé sis 2031 voie romaine 24100 LEMBRAS
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 951 062 108
Représentée par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS en sa qualité de gérant

Ci-après désigné « Le Cessionnaire », d'autre part,

Lesquels préalablement à la cession de parts faisant l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

ABM

I.EXPOSE :

CONSTITUTION DE LA SARL « ABM VINS » :

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 mars 2007, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée ABM VINS, ayant son siège social 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS (Dordogne), pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 498 069 095 et ayant pour objet intermédiaire, courtage, agence commerciale, prestation de services, négoce de tous produits alimentaires ou non et des produits rapportant au vin et au spiritueux. Tout acte de gestion et de disposition, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre.

Le capital social a été fixé à la somme de 7 500 Euros, divisé en 500 parts, de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 500 inclus détenues en intégralité par Monsieur Adrien BATISTA MARTINS associé unique et gérant de ladite société.

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité ont fait l'objet des modifications suivantes :

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1ER DECEMBRE 2007

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er décembre 2007, l'associé unique a agréé l'entrée de Monsieur Antonio BATISTA MARTINS en qualité de nouvel associé au titre de parts dont il deviendrait titulaire consécutivement à la cession à titre onéreux de 255 parts sociales.

CESSION DE PARTS SOCIALES DU 29 DECEMBRE 2007

Aux termes d'un acte sous seing privé établi en date du 29 décembre 2007, Monsieur Adrien BASTISTA MARTINS a cédé au profit de Monsieur Antonio BASTISTA MARTINS 255 parts d'intérêt représentatives d'apport en numéraire.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 2 AVRIL 2013

Les associés ont décidé par assemblée générale extraordinaire en date du 2 avril 2013 de transférer le siège social au 1 ZA du Grand Chemin 33370 YVRAC.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 7 JUILLET 2015

Par acte sous seing privé en date du 7 juillet 2015, les associés ont validé le transfert du siège social au 16 chemin de Jaure 24100 LEMBRAS.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 19 JUILLET 2021

Aux terme d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 19 juillet 2021, les associés ont agréé :
- le changement de dénomination sociale, soit désormais : ABM IMMO
- la modification de l'objet social :
    - L'activité de transactions immobilières et commerciales, gestion de locations, administrations de biens, cession et transmission d'entreprises, et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social défini par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, dite « loi Hoguet », son décret d'application n° 72-678 du 20 juillet 1972, les lois et textes règlementaires en vigueur et les présents statuts. La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences

ABM

immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social.

- Agent commercial.

Aucune modification n'étant intervenue depuis lors, il est passé à la cession de parts d'intérêt objet des présentes.

II.CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Monsieur Adrien BATISTA MARTINS cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à la SAS « AD FILIOS », cessionnaire, qui accepte, **DEUX CENT VINGT (220)** parts d'intérêt de QUINZE EUROS (15 €) de valeur nominale chacune, représentatives d'apports en numéraire réalisés par suite des faits et actes sus-relatés en l'exposé qui précède, portant les numéros de 26 à 245 inclus.

Ces parts ne sont pas représentées par des certificats.

Les droits du cessionnaire et des associés résultent uniquement des statuts et du présent acte.

Lesdites parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

Le cédant rappelle que le capital social de la société dont il s'agit est à ce jour entièrement libéré.

III.TRANSFERT DE PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire aura la propriété des parts cédées à compter du **1er août 2023**, et jouira de toutes les prérogatives et assumera toutes les obligations attachées à sa qualité d'associé, conformément à la Loi et aux statuts.

Il participera ou contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts cédées à compter de **1er août 2023**.

Au moyen de la présente cession, le cédant subroge le cessionnaire dans tous ses droits et actions envers la société émettrice, attachés aux parts cédées.

Il s'engage de ce fait à se conformer aux stipulations des statuts, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associé.

IV.PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **TROIS MILLE TROIS CENTS EUROS (3 300 €)** ; la valeur vénale de la part sociale étant de **QUINZE EUROS (15 €)**.

Le prix a été fixé d'un commun accord entre les parties aux termes d'une délibération prise en Assemblée Générale en date du 25 juillet 2023.

ABM

V.MODALITES DE PAIEMENT DU PRIX

Le prix de la présente cession de parts fera l'objet d'un règlement selon les dispositions suivantes :

- **Paiement différé** : la somme de TROIS MILLE TROIS CENTS EUROS (3 300 €) sera réglée au plus tard le **15 août 2023**, par virement bancaire.
Le cédant consent quittance sous réserve du paiement du prix.

VI.AGREMENT DE LA CESSION ACCEPTATION PAR LA SOCIETE

Conformément à l'article 14 des statuts de la SARL « ABM IMMO », et aux termes d'une décision en date du 25 juillet 2023, la collectivité des associés a autorisé la cession des parts ci-dessus constatée.

Le gérant déclare accepter expressément la cession qui précède au nom de la société. Cette mutation deviendra opposable à la société par mention du transfert sur le registre des associés tenu au siège social de la société, conformément à l'article 1865 du Code Civil et tel que prévu à l'article 14 des statuts.

VII.DECLARATIONS

Le cédant déclare :

- que les éléments caractérisant la société sont exacts
- que son état-civil indiqué en tête des présentes est conforme
- qu'il dispose de la pleine capacité civile
- qu'il est résident français
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession
- que la société n'est assujettie à aucune procédure collective
- avoir connaissance de son engagement personnel pour toute garantie ou caution qu'il aurait signé pour le compte de la société et reconnait que la présente cession de parts ne met pas fin à cet engagement sauf sur accord exprès des créanciers concernés. A cet effet, les associés s'engagent à mettre tout en œuvre auprès des créanciers concernés afin d'obtenir le désengagement du cédant. Ils devront lui rendre compte de cette démarche.
- qu'il reconnait qu'il reste tenu des dettes exigibles à la date de publication de la cession de parts au Registre du Commerce et des Sociétés.

VIII.MODIFICATIONS STATUTAIRES

Comme conséquence de la cession de parts sociales qui précède, l'article 8 des statuts relatif à l'attribution des parts sociales est modifié.

IX.MENTION – PUBLICITE – POUVOIR

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera.
Tous pouvoirs sont conférés au porteur des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité nécessaires conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires.

ABM

Les associés déclarent que la cession ne deviendra opposable aux tiers, qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus, ainsi que des formalités de publicité prescrites par les dispositions réglementaires.

X.DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement, dans le délai d'UN MOIS à compter de la signature des présentes.

Cette cession de gré à gré de parts sociales de société, dont le capital n'est pas divisé en actions, conformément à l'article 726-I-2° du Code Général des Impôts, est soumise au droit de proportionnel de **3 %.**
Pour le cas où la cession de parts représentatives d'apport en nature interviendrait dans le délai de 3 ans de l'apport, le droit de vente correspondant à la nature des biens apportés sera appelé.

Pour la liquidation des droits prévus au 2° du I de l'article 726, il est appliqué sur la valeur de chaque part sociale un abattement égal au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts sociales de la société.

Soit en l'espèce :

Nombre de parts cédées : 220
Nombre total de parts sociales de la société : 500
Valeur de la part cédée : 15 €
Montant total de la cession : 3 300 €

- **Montant de l'abattement pratiqué =**

(23000 x nombre de parts cédées) = 10 120
Nombre total de parts de la société

- **Calcul des droits à payer =**

(Montant de la cession – Montant de l'abattement calculé) x 3% =
(3 300 - 10 120) x 3 % = - 204,60

Remarque : lorsque le montant des droits d'enregistrement est inférieur à 25 euros, cette somme est due à titre de minimum de perception.

XI.FISCALITE (SARL IS)

Le cédant déclare dépendre pour l'imposition de ses revenus du Centre des Impôts de **BERGERAC.**

Le cédant et le cessionnaire déclarent :
- que le cédant est libre sur le plan fiscal et juridique de tout engagement de conservation des parts cédées
- que la société n'est pas à prépondérance immobilière.
- que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés reste soumise au régime fiscal des sociétés de personnes, et que les parts cédées ont été créées depuis plus de 3 ans, ainsi qu'il résulte des actes enregistrés présentés par le gérant.
- que les parts cédées sont représentatives d'apports en numéraire

ABA

La valeur vénale des parts sociales cédées étant inférieure ou égale à la valeur nominale ou d'acquisition, l'opération de cession ne génère en conséquence aucune plus-value taxable.

XII.ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

XIII.FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par la SARL qui s'y oblige.

XIV.RECONNAISSANCE D'AVIS DONNE AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties reconnaissent avoir arrêté entre elles l'ensemble des conditions et modalités des présentes et avoir fixé le prix des parts sociales sans que le rédacteur ne soit intervenu, entre elles, au titre de leur accord.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.
Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des sanctions encourues en cas d'inexactitudes de cette affirmation.

En outre, le rédacteur d'acte affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant un changement de prix.

Fait à LEMBRAS,
En 5 originaux, dont un destiné à l'enregistrement.

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS
(Mention manuscrite « Lu et approuvé.
Bon pour cession de 220 parts sociales »)

"Bon pour cession de 220 parts sociales"

La SAS « AD FILIOS »
Représentée par M. Adrien Batista MARTINS
(Mention manuscrite « Lu et approuvé.
Bon pour acceptation de la présente cession »)

"Bon pour acceptation de la présente cession"

CERFRANCE
DORDOGNE

STATUTS

MIS A JOUR

SARL « ABM IMMO »

Au capital social de 7 500 Euros
Siège social : « 28ter route de la Nauve » 24100 CREYSSE
RCS : BERGERAC n°498 069 095

AUX TERMES D'UNE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 25 JUILLET 2023

- **Article 4 : SIEGE SOCIAL** *(alinéa 1er - nouvelle rédaction)*
- **Article 8 : PARTS SOCIALES** *(nouvelle rédaction)*
- **Article 14 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES** *(adjonction d'un alinéa nouvelle rédaction)*

Certifiés conformes par la Gérance

« ABM VINS »
SARL au capital de 7 500 €
R.C.S BERGERAC 2007 B 00115 – Siret 498 069 095
Siège social : 16, chemin de Jaure 24100 - LEMBRAS

Le soussigné :

- **Monsieur Adrien BATISTA MARTINS**

né le 08/04/1985 à Bergerac (24)
de nationalité française
Célibataire
demeurant 38, voie Romaine 24100 - LEMBRAS

A décidé de constituer une société à responsabilité limitée et a adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :
- L'activité de transactions immobilières et commerciales, gestion de locations, administrations de biens, cession et transmission d'entreprises, et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social défini par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, dite « loi Hoguet », son décret d'application n° 72-678 du 20 juillet 1972, les lois et textes règlementaires en vigueur et les présents statuts. La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social.
- Agent commercial.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est « ABM IMMO ».

ABH.

ABM

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25 juillet 2023, il a été décidé que le siège social serait désormais sis 28ter route de la Nauve 24100 CREYSSE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

- **Monsieur Adrien BATISTA MARTINS** **Apporte 7 500 €**
  libéré d' 1/5 soit **1 500 €**

et a déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, *Crédit Agricole Agence Marché Couvert – Place Louis de la Bardonnie – 24100 BERGERAC*, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque .

Soit au total la somme de **7 500 € libéré d'un cinquième.**

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **7 500 €**. Il est divisé en **500 parts** sociales de **15 €** chacune libérées
D'un cinquième soit 1 500 €

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 25 juillet 2023, le capital de la société est divisé en CINQ CENTS (500) parts de QUINZE EUROS (15 €) et réparti comme suit :

Monsieur Adrien BATISTA MARTINS : 25 parts sociales
25 parts sociales *numérotées de 1 à 25 inclus en rémunération de son apport en numéraire*

La SAS AD FILIOS : 475 parts sociales
255 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 246 à 500 inclus acquises aux termes d'un acte de cession de parts sociales en date du 24 juillet 2023*
220 parts sociales *en pleine propriété numérotées de 26 à 245 inclus acquises aux termes d'un acte de cession de parts sociales en date du 24 juillet 2023*

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social : 500 parts sociales

ABH.

ABH

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la

Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

ABH.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

« la cession est également opposable à la Société par transfert sur le registre des associés conformément aux dispositions de l'article 1865 du Code Civil ».

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers, aux conjoints, ascendants et descendants qu'avec le consentement de la majorité des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales dans les conditions visées à l'article 45 de la Loi du 24.07.1966.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

ABH

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants-droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les associés décident de nommer **Monsieur Adrien BATISTA MARTINS** comme premier gérant de la société pour une durée illimitée.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ABH.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :
- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ABH

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout

associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne

ABH.

comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :
- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

ABH.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1° avril et finit le 31mars.**

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 mars 2008.**

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

AB4.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux après une première distribution prioritaire de 90% au Gérant Monsieur Adrien Batista Martin.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent

l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation

ABH.

de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation en société anonyme est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

ABG.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à la Gérance à l'effet de prendre pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, les engagements qui sont décrits et dont les modalités sont précisées dans un second état annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à la Gérance pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société.

Fait à Lembras

Le 30 mars 2007

En six originaux

ABH